Paru dans *Junge Freiheit*

Nouvelle politique étrangère

Début août, le porte-parole de l'Elysée soulignait qu'« il y a désormais beaucoup de sujets de consensus entre les Etats-Unis et la France ». C'est en effet le moins qu'on puisse dire. Au vu des nouvelles orientations données par Nicolas Sarkozy à la politique étrangère française, on est même en droit de se demander si, après quarante ans d'indépendance nationale, la France n'est pas en train de devenir un protectorat américain.

Révélateur à cet égard est le discours prononcé le 27 août par Sarkozy devant les ambassadeurs en poste en France, peu après le retour de ses vacances passées aux Etats-Unis à une heure de route de la résidence d'été de George W. Bush. Dans cette allocution, où il entendait présenter les grandes lignes de sa politique étrangères, le nouveau président a fait savoir que « la France ne s'opposera pas à ce que de nouveaux chapitres de la négociation entre l'Union européenne et la Turquie soient ouverts dans les mois et les années qui viennent », annoncé le renforcement de la présence militaire française en Afghanistan, soutenu la nécessité d'une indépendance totale du Kosovo, salué avec chaleur l'Etat d'Israël (« j'ai la réputation d'être l'ami d'Israël, et c'est vrai »), rendu hommage à l'Otan, critiqué la « brutalité » de la Russie, enfin déclaré « inacceptable » que l'Iran se dote de l'arme nucléaire (position réaffirmée le 25 septembre à l'Assemblée générale des Nations-Unies). En matière de credo atlantiste, il était difficile de faire mieux.

Quelques jours plus tard, Bernard Kouchner, le ministre français des Affaires étrangères, se rendait à Bagdad pour y saluer le président Talabani (« un ami de longue date ») sans jamais évoquer l'action des troupes américaines qui ont plongé l'Irak dans le chaos, donnant ainsi l'impression de ce que l'ancien ministre Jean-Pierre Chevènement n'a pas hésité à caractériser comme un « ferme alignement de la France sur les Etats-Unis ».

Tout se passe en fait comme si Nicolas Sarkozy voulait occuper la place de « caniche » laissée libre par Tony Blair auprès de George W. Bush, au moment même où la politique de ce dernier n'a jamais été aussi critiquée dans son propre pays.

Après s'être déclaré durant sa campagne électorale hostile à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne, Sarkozy a donc donné son feu vert à la relance des négociations d'adhésion avec Ankara. Mieux encore, le socialiste et catholique de gauche Jean-Pierre Jouyet, nouveau secrétaire d'Etat aux Affaires européennes, a fait savoir le 14 septembre que l'Elysée envisageait de supprimer l'article de la Constitution, adopté en 2005 à l'initiative de Jacques Chirac, qui oblige le gouvernement français, après l'adhésion de la Croatie prévue

pour 2010, à consulter le peuple par référendum lors de chaque nouvel élargissement de l'Union. Ce début d'acquiescement à l'adhésion de la Turquie a évidemment tout pour plaire aux Américain qui, depuis des décennies, font pression en ce sens.

S'ajoute à cela la « tentation » d'un retour dans le commandement intégré de l'Otan, d'où le général de Gaulle avait fait sortir la France en mars 1966. S'exprimant à Toulouse le 11 septembre, Hervé Morin, ministre de la Défense, a exprimé le souhait d'un « changement politique » de la position de la France vis-à-vis de l'Otan. Paris, dit-on déjà, pourrait profiter du sommet de l'Otan prévu l'an prochain à Bucarest pour annoncer le retour de la France au sein du commandement de cette organisation totalement contrôlée par Washington.

Ces nouvelles orientations ne sauraient étonner quand on connaît la fascination exercée par les Etats-Unis sur celui qui, il y a déjà deux ans, s'enorgueillissait d'être parfois surnommé « Sarko l'Américain ». Elles n'en représentent pas moins autant de ruptures avec ce que l'ancien ministre des Affaires étrangères Hubert Vedrine a appelé le « consensus gaulliste-socialiste », c'est-à-dire une vision du monde « bismarckienne » fondée sur le respect de la souveraineté des Etats. Dans ses discours, Sarkozy ne parle d'ailleurs pratiquement plus des intérêts de la France dans le monde : longtemps reléguée à la périphérie, la promotion des « droits de l'homme » est au contraire au centre de ses préoccupations.

Qui peut en France s'opposer à ce tournant ? A l'exception des milieux « souverainistes », à peu près personne – et surtout pas le parti socialiste, dont l'un des principaux dirigeants, Dominique Strauss-Kahn, vient de partir à Washington pour y occuper sans états d'âme le poste de directeur général du très libéral Fonds monétaire international (FMI) !

Farouche défenseur du « droit d'ingérence » dans les affaires internationales, Bernard Kouchner est le seul homme politique français qui avait approuvé l'intervention militaire américaine en Irak (et c'est aussi celui qui a déclaré que le français « n'est plus une langue indispensable dans le monde d'aujourd'hui »). Derrière lui, l'homme qui compte est le conseiller diplomatique personnel de Nicolas Sarkozy Jean-David Levitte, qui fut successivement ambassadeur de France aux Nations-Unies, puis à Washington. Très apprécié des Américains, fils de Georges Levitte, qui fut pendant trente ans le représentant de l'American Jewish Committe en France (et l'un des fondateurs des Colloques des intellectuels juifs de langue française), on parle d'ailleurs de lui pour prendre la direction du Conseil national de sécurité que Sarkozy a l'intention de créer

Dans la « lettre de mission » que Nicolas Sarkozy a adressée fin août à Bernard Kouchner pour lui fixer ses objectifs, on lisait cette phrase ahurissante que la grande presse n'a pas relevée : « C'est en définitive vers un "ministère de la mondialisation" que nous vous demandons de faire évoluer notre outil diplomatique ». En une phrase, tout était dit.

Alain de Benoist

(11 octobre 2007)